



Déclaration

Mardi 9 février 2010, le SGLCE, à sa demande, était reçu par les éditeurs et imprimeurs de la Presse quotidienne nationale.

1. À la question préalable « les journaux imprimés quotidiens d'information générale et d'opinion et le pluralisme sont-ils un enjeu démocratique ? », les éditeurs ont répondu par l'affirmative.
2. À notre affirmation que « la presse est un instrument de Culture, sa mission est de donner des informations exactes, de défendre des idées et de servir la cause du progrès humain et qu'elle doit combiner dans son rédactionnel le triptyque " Éducation, Culture et société" », les éditeurs ont confirmé cette fonction civique que remplit un journal imprimé.
3. À notre argumentation que pour donner les moyens de développer le pluralisme, la qualité des journaux et maintenir leur indépendance, il est essentiel d'avoir un parc industriel (imprimerie) modernisé ainsi qu'une distribution égalitaire sur l'ensemble du territoire, les éditeurs ont assuré partager cette volonté et soutenu la nécessité de moderniser l'imprimerie d'Ivry.
4. Ensuite, notre délégation a pris appui sur le Livre vert des États généraux de la presse écrite, du pôle II, secteur impression. Dans son préambule, ce chapitre définit que « l'Imprimerie est au cœur du processus industriel de la presse. L'outil industriel peut être un des leviers de développement du journal permettant les innovations rédactionnelles ».

Dans ce cadre, deux recommandations sont établies :

- a) « Imprime »
- b) « Mutualisation des imprimeries et diversification des travaux sur les rotatives.

Nous avons exposé qu'il y avait deux conceptions de la mutualisation.

.../...

La première, que nous repoussons, est celle qui répond simplement à une solution d'ajustement structurel. Cette mutualisation n'est autre qu'une concentration qui se fixe comme unique objectif de répondre à des problèmes individuels et de survie de quelques titres. Elle s'oppose au développement.

La deuxième, celle que nous privilégions, est une mutualisation pour des projets collectifs et pour une finalité partagée — pluralisme, indépendance, développement — une mutualisation pour construire l'avenir en se basant sur ce que l'on fait déjà (quotidiens et suppléments) et en produisant du nouveau (gratuit et autres travaux). Cette mutualisation ne se décrète pas ; pour cela, il y a besoin d'un système organique permettant de réguler la charge de travail des quotidiens vers les imprimeries.

Monsieur Francis MOREL, président du SPQN, nous a répondu que les éditeurs partageaient cette conception de la mutualisation sans se prononcer favorablement pour une instance régulatrice mais qu'il fallait impérativement développer la charge de travail dans les imprimeries et que l'avenir de nos métiers passait par des imprimeries modernisées et efficaces.

À notre demande insistante d'une démarche commune des éditeurs afin d'obtenir un financement par le Fonds d'aide à la Modernisation de la Presse pour moderniser l'imprimerie du *Monde*, le président du PQN, siégeant au Conseil d'Orientation du FMP, a assuré notre délégation qu'il appuierait formellement cette demande si elle émanait de l'éditeur.

C'est sur les bases de cet échange avec les éditeurs que nous avons rencontré la Direction des Médias (DDM) vendredi 12 février à 19 h 00.

Après que nous ayons redéveloppé auprès d'elle la nécessité de moderniser l'Imprimerie d'Ivry, la DDM a confirmé qu'elle accompagnerait les investissements nécessaires dans le cadre du Fonds de Modernisation de la Presse.

En revanche, l'attitude de Monsieur David GUIRAUD semble plus ambiguë. En agitant un potentiel repreneur espagnol mais sans dévoiler son identité et son assise financière, Monsieur GUIRAUD s'est évertué à dépeindre une entreprise au résultat net en déficit, que le repreneur devrait moderniser, comme si son seul but était de se débarrasser d'un outil industriel essentiel à l'indépendance et au développement des quotidiens et autres travaux (exemple : *Le Monde diplomatique*) que l'imprimerie d'Ivry réalise aujourd'hui.

Le SGLCE sera très attentif dans les jours prochains à l'avancement du dossier pour une imprimerie modernisée et ses salariés rattachés à la société du *Monde*. Le SGLCE a contacté la direction de *Direct Matin* pour traiter le retour du gratuit à l'imprimerie du *Monde*.

Aujourd'hui, aucune réponse n'est parvenue de la part de la direction « Bolloré ». Si le mutisme de la direction du gratuit persistait, celle-ci devrait en assumer les conséquences.